

## HUMAN RIGHTS WATCH RAPPORT MONDIAL 2002 ANGOLA

### **La situation des droits humains**

La guerre civile a persisté en Angola, accompagnée par une dramatique escalade dans les violations des lois de la guerre. L'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), un groupe rebelle dirigé par Jonas Savimbi a tué, enlevé et terrorisé des civils en toute impunité. Les forces du gouvernement ont agressé des civils au cours de déplacements forcés et ont tué ou battu des civils déplacés au cours de pillages, d'extorsions et de recrutement forcé de garçons et d'hommes.

La situation s'est aggravée depuis l'effondrement du Protocole de Paix de Lusaka, mi-1998 lorsque l'UNITA a repris le combat. En 2001, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a dépassé quatre millions et environ 435 000 réfugiés angolais vivaient dans des camps situés en République Démocratique du Congo (RDC), Zambie et Namibie. A l'intérieur de l'Angola, la sécurité était limitée aux zones comprises dans un périmètre étroit autour des capitales de province contrôlées par le gouvernement et des municipalités les plus importantes, rendant les déplacements par la route pratiquement impossibles. L'aide humanitaire délivrée par les airs n'atteint que 10 à 15 pour cent de l'Angola. Les embuscades contre des civils et du personnel humanitaire ont augmenté, empêchant les déplacements par la route des convois et entravant la distribution d'aide à des milliers de personnes qui en ont grand besoin.

L'UNITA a intensifié sa tactique d'actions rapides et précises contre les civils. Les rebelles ont eu recours à la terreur comme politique afin d'obtenir des marchandises et pour forcer et intimider les civils. Meurtres à l'aveuglette, amputations de membres ou d'oreilles et coups ont été utilisés par les rebelles pour punir des sympathisants présumés du gouvernement ou pour mettre en garde contre toute tentative de trahison de l'UNITA. L'UNITA a continué à recruter par la force des hommes et des adolescents pour qu'ils se joignent aux combats. Des filles ont été maintenues dans une situation d'esclavage sexuel et utilisées comme main d'œuvre pour le travail forcé.

Lors d'une manœuvre apparemment déployée pour attirer l'attention internationale, l'UNITA a frappé plusieurs fois des cibles gouvernementales alors que des personnalités officielles étrangères visitaient l'Angola. Par exemple, début mai, le conseiller spécial pour l'Afrique du Secrétaire Général des Nations Unies, Ibrahim Gambari, a déclaré lors de sa visite que "des progrès étaient réalisés pour trouver des solutions au conflit et pour mettre un terme à la guerre en Angola." Mais le 5 mai, les rebelles ont attaqué Caxito, une capitale de

province située à soixante kilomètres au nord de la capitale, Luanda, tuant plus de 150 personnes et kidnappant soixante enfants dans un orphelinat géré par des Danois. Après un tollé international, les rebelles ont remis les enfants à une mission catholique.

De la même façon, lors de la visite d'une délégation américaine du Consortium for Electoral and Political Processes Strengthening (CEPPS) afin d'évaluer les conditions pour les élections nationales, l'UNITA a fait sauter un train à 130 kilomètres de Luanda. Des passagers fuyant les flammes ont été pris dans des embuscades qui ont causé la mort de 256 personnes et blessé plus de 170 autres. Au cours de la dernière semaine d'août seulement, les rebelles ont tué 268 civils. Le 31 août, ils ont organisé une embuscade contre un bus, près de Cacolo, à trente kilomètres de Malanje et ont mis le feu au bus alors que des passagers en vie s'y trouvaient encore, tuant cinquante-trois personnes. L'UNITA a délibérément pris pour cible du personnel et des avions humanitaires. Le 15 avril, l'UNITA a pillé un entrepôt appartenant à des organisations de secours dans la province de Benguela. En juin, les rebelles ont lancé des missiles en direction de deux avions transportant du matériel de secours près des villes de Kuito et de Luena. Ce même mois, l'UNITA a attaqué la ville de Uige, contraignant le personnel des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires à évacuer. Des véhicules civils ont également été pris dans des embuscades dans les provinces de Bie, Benguela, Huila, Cuanza Sul, Cuanza Norte et Malanje. Lors de l'attaque contre un convoi de camions à Benguela, le 14 mai, deux personnes ont été tuées et cinquante autres kidnappées.

Fin 2000, les forces du gouvernement ont organisé une attaque contre les forces de l'UNITA, dans le centre de l'Angola. Les combats ont gagné la Namibie voisine et les troupes namibiennes se sont jointes aux affrontements. En novembre, une attaque gouvernementale à Malanje destinée à prendre le contrôle de villes proches de la frontière avec la RDC a poussé de nombreux civils vers la capitale provinciale de Malanje. L'UNITA a repris le contrôle de la région en février et en mars, conduisant le gouvernement à se lancer dans une nouvelle campagne en avril. Face à l'absence de déplacements de populations civiles, des inquiétudes se sont exprimées concernant leur sécurité. Également en février, les forces de l'UNITA ont pris la ville de Quibaxe dans la province de Bengo, tuant et enlevant de nombreux civils et entraînant la fuite de beaucoup d'autres. Environ 8 000 personnes manquaient à l'appel à Quibaxe.

Un nombre sans précédent de personnes déplacées à l'intérieur du pays a été enregistré dans douze des dix-huit provinces tout au long de l'année, avec une moyenne de 30 000 nouvelles arrivées chaque mois. Les régions les plus affectées furent celles de Golungo Alto, Caxito, Mussende, Camacupa Cuemba et Matala. Les services humanitaires ont été surchargés de demandes. A Matala, en janvier, par exemple, environ 28 000 personnes déplacées vivaient dans des conditions désespérées et les soixante dix nouveaux arrivants enregistrés en moyenne chaque jour n'ont trouvé ni nourriture, ni abri, ni soins de santé. En

septembre, on enregistrait 60 000 nouvelles personnes déplacées dont 24 000 dans les provinces de Cuando Cubango, Moxico, Luanda Sul et Norte et 10 000 dans la province de Bie seulement. Début octobre, il y avait 160 000 personnes déplacées à Kuito et 60 000 à Camacupa et Catabola. Huit personnes mourraient chaque jour à Cuemba du manque de nourriture et de médicaments.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays souffraient essentiellement d'abus commis par l'UNITA. Cependant, des allégations d'abus commis par les forces du gouvernement ont continué à être avancées, allant de déplacements forcés aux meurtres et pillages. Les violations se sont produites principalement lors d'opérations militaires et alors que l'armée et la police mettaient en œuvre des opérations "limpeza" (nettoyage) aux abords des villes nouvellement reprises, afin de débarrasser la zone de ses habitants, en apparence pour assurer leur sécurité mais privant ainsi l'UNITA d'une source potentielle de nourriture et de main d'œuvre. Lors des opérations de nettoyage, les troupes du gouvernement ont forcé des familles à quitter la région en emportant des biens pillés par l'armée. Ceux qui refusaient ont été battus ou tués. Des allégations de viols perpétrés par des soldats sur des femmes, au cours de ces opérations ont été confirmées dans les provinces de Moxico et Malanje.

Les personnes chassées de leurs régions natales par les forces du gouvernement ont été, dans bien des cas, initialement déplacées vers des municipalités contrôlées par le gouvernement. Les conditions dans ces régions pour les personnes déplacées étaient souvent terribles, avec des insuffisances en matière d'assistance, de système sanitaire, de services de santé et de sécurité. En plus des extorsions de biens, l'armée a aussi forcé les personnes déplacées à accompagner les troupes gouvernementales dans leur recherche de nourriture dans des zones minées ou autrement peu sûres. Lorsque le nombre de personnes déplacées a atteint des proportions trop importantes dans les municipalités, le gouvernement a réinstallé les femmes déplacées, les personnes âgées et les enfants dans des camps pour personnes déplacées aux abords des capitales de province, sous contrôle du gouvernement. Les hommes et les adolescents mâles ont souvent été contraints de rester dans les zones d'affrontement pour combattre.

Des progrès ont été accomplis en matière de renforcement du cadre légal pour protéger les personnes déplacées ; une nouvelle loi, Normes pour la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays (Norms for the Resettlement of the Internally Displaced) a été promulguée en janvier 2001 et plusieurs autres plans d'action ont été élaborés. Cependant, des mécanismes pratiques pour leur mise en œuvre n'ont pas été mis en place, en particulier aux niveaux provincial et municipal. Nombre de camps pour personnes déplacées étaient situés aux abords des villes contrôlées par le gouvernement, servant de fait de bouclier humain ou de zone tampon contre les attaques de l'UNITA. Les personnes déplacées étaient régulièrement soumises à des attaques de la part des forces de sécurité dans les camps et constituaient une source de main

d'œuvre exploitable par les propriétaires terriens du coin. Le pillage régulier et les extorsions auxquels se livraient les forces de sécurité au détriment des populations déplacées leur fournissaient des biens dont la nourriture, éléments appréciables pour des forces de sécurité souvent non rémunérées depuis plusieurs mois.

Un flux continu d'armes et d'équipement militaire a alimenté le conflit. Le 26 février, les autorités espagnoles ont intercepté, dans les îles Canaries, un cargo géorgien en route vers l'Angola, transportant à son bord une cargaison non déclarée de 636 tonnes d'armes de fabrication russe. Le 30 septembre, un chargement de cinq cents roquettes anti-chars en provenance d'Iran et en direction de l'Angola a été saisi à l'aéroport de Bratislava. Deux jours plus tard, l'armée angolaise a découvert une importante cache d'armes près de l'aéroport de Mavinga.

Le gouvernement a réalisé une avancée positive en diminuant apparemment son recours aux mines anti-personnel en 2001. Cependant, des troupes auraient placé des mines, de nuit, autour de positions défensives, les enlevant au petit matin. L'UNITA a continué à placer des mines afin de prévenir toute fuite des habitants vers des zones sous contrôle du gouvernement ou pour les empêcher d'accéder à leurs champs. Les rebelles ont également utilisé des mines anti-véhicules pour interrompre les transports et dresser des embuscades pour les convois humanitaires et les véhicules civils. 70 pour cent des victimes étaient des civils et plus de la moitié, des personnes déplacées fuyant les combats.

La liberté d'expression en Angola constitue toujours une préoccupation. Les restrictions imposées aux journalistes se maintiennent malgré les assurances du vice-ministre des communications sociales qui a rencontré le Comité pour la protection des journalistes en octobre 2000 et mai 2001. Le 7 juillet, Gilberto Neto, reporter pour l'hebdomadaire indépendant *Folha 8* et Philippe Lebillon, chercheur à l'organisation londonienne Overseas Development Institute ont été arrêtés à un aéroport de la province de Malanje et escortés jusqu'à leur retour à Luanda. Lors de leur interrogation à la Direction nationale des investigations criminelles, leurs documents et leur matériel ont été confisqués.

Neto s'est également vu interdire de quitter le pays à l'aéroport international de Luanda le 23 août. Il a été accusé d'avoir mis en danger la sécurité de l'état et d'avoir eu des propos diffamatoires sur la police. (Il avait assuré en 1999 un reportage sur une descente de police dans les locaux de la radio indépendante, liée à l'église, Radio Ecclesia.) Les accusations n'ont pas été portées en justice. Lors d'une affaire précédente, en décembre 2000, les autorités en charge de l'immigration, à l'aéroport de Luanda ont empêché Raphael Marques, un journaliste indépendant de quitter l'Angola. Son passeport a été confisqué et il a été renvoyé chez lui sans plus d'explications, malgré la preuve en sa possession d'une décision de justice prononcée par une cour provinciale indiquant que les restrictions à sa liberté de voyager avaient été levées. En juillet, plusieurs

reporters dont des correspondants de la BBC se sont heurtés à des obstacles en couvrant les déplacements forcés et violents d'habitants du district Boa Vista de Luanda. Sur un plan plus positif, Radio Ecclesia a recommencé à émettre dans tout le pays. Ce même mois, le directeur de Radio Morena à Benguela a été renvoyé suite à une émission sur une attaque conduite par l'UNITA.

Alors que les autorités autorisaient des discussions ouvertes sur les affaires publiques – en particulier par l'intermédiaire des médias privés – elles réprimaient les partis politiques d'opposition en leur refusant de jouir de la liberté d'association et de rassemblement, dans certains cas, de façon violente. En décembre 2000, l'armée a sérieusement blessé un diacre catholique suspecté d'être un sympathisant du mouvement séparatiste du Front pour la Libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC) et a blessé d'autres membres de l'église. Un mois plus tard, des membres de l'armée et de la police ont battu, arrêté et détenu huit membres du Parti pour la Démocratie et le Progrès en Angola (PADPA) pour avoir protesté contre le gouvernement. En mars, les autorités locales ont empêché le Front National pour la Libération de l'Angola (FNLA) de conduire ses activités à Bie. Dans trois autres cas, des représentants de UNITA-Renovada ont été menacés, arrêtés et torturés. Le secrétaire de province pour le Parti de la Rénovation Sociale (PRS) a été détenu et quatre militants du Parti Démocratique pour le Progrès de l'Alliance Nationale Angolaise (PDP-ANA) ont été détenus et interrogés sur leurs activités politiques. En avril, le gouvernement provincial de Luanda a écarté une pétition signée par des groupes d'église pour organiser une marche pour la paix et les droits humains et en juillet, il a refusé d'autoriser une manifestation d'habitants de Boa Vista, avançant des préoccupations sécuritaires.

### **La défense des droits humains**

Les activités en matière de droits humains ont augmenté, principalement dans la capitale, alors que le gouvernement permettait aux groupes civiques et religieux de discuter des violations des droits humains et des préoccupations liées à la guerre – par exemple, lors de conférences organisées par deux organisations, l'Open Society et le Mouvement des Femmes pour la Paix et le Développement. Cependant, la capacité des organisations de défense des droits humains de fonctionner en dehors de la capitale a été grandement limitée par l'insécurité et aucun groupe de défense des droits humains n'a pu accéder aux territoires sous contrôle de l'UNITA ou y exercer ses activités. En octobre, D. Zacarias Camuenho, Président de la Conférence Episcopale Catholique d'Angola et de Sao Tome et membre du Comité inter-ecclésiastique pour la Paix en Angola (COIEPA) a reçu, en 2001, le Prix Sakharov pour les Droits Humains remis par le Parlement européen, signifiant ainsi l'importance croissante des églises comme médiateurs possibles entre les deux parties au conflit. En juillet, COIEPA a lancé une campagne de sensibilisation pour mettre fin à la guerre alors que l'Open Society et le Mouvement catholique pro-paix ont emboîté le pas en septembre avec une campagne contre la guerre.

L'organisation Médecins Sans Frontières a publié un rapport, en novembre 2000 intitulé "Angola : derrière la façade de la normalisation, manipulation, violence et populations abandonnées" détaillant le lourd tribut payé par les civils dans le conflit. Le rapport mettait en évidence l'accroissement de la violence et la politique de la terreur pratiquée par les deux camps mais blâmait principalement l'UNITA. Oxfam s'est fait l'écho de ces condamnations dans un rapport en date de septembre 2001 portant sur la catastrophique situation humanitaire des Angolais.

### **Le rôle de la communauté internationale**

Un programme de réforme économique approuvé par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le gouvernement angolais, en avril 2000 a été élaboré afin de contrôler les revenus pétroliers. L'Angola est le deuxième plus gros exportateur de pétrole en Afrique sub-saharienne et encaisse d'importants revenus grâce à ses exportations de pétrole. Réduisant les espoirs d'une plus grande transparence et responsabilité de la part du gouvernement, ce dernier n'est pas parvenu à publier les rapports d'audit requis malgré un double report des dates limites de remise de ces documents. (Voir Affaires et droits humains.)

Les bailleurs internationaux continuent de critiquer le fait que le gouvernement persiste à sous financer les services humanitaires pour ses citoyens et au cours des dernières années, l'appui des bailleurs aux opérations humanitaires a été réduit. Les bailleurs ont pressé le gouvernement angolais d'utiliser les importants revenus qu'il tire de ses ventes de pétrole pour des services humanitaires plutôt que pour des dépenses militaires. De plus, avec les changements de la situation militaire, le passage d'une guerre conventionnelle à des stratégies de contre-insurrection devrait réduire les dépenses militaires du gouvernement.

### **Les Nations Unies**

L'ONU a continué à soutenir les efforts du gouvernement angolais pour résoudre le conflit. L'ONU a renouvelé son appel à l'UNITA pour que le mouvement mette pleinement en œuvre les engagements qu'il avait pris selon le Protocole de Lusaka de 1994. Un certain nombre de sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies à l'encontre de l'UNITA restent en vigueur, dont un embargo sur les armes et le pétrole en vigueur depuis 1993, des interdictions sur les ventes de diamants, une interdiction sur la sortie du territoire angolais des responsables de l'UNITA de haut rang et un gel des avoirs financiers de l'UNITA. Le Mécanisme de Contrôle des Sanctions des Nations Unies qui vérifie le respect de ces mesures a vu son mandat prolongé une nouvelle fois en octobre 2001.

En avril et octobre, le Groupe d'experts indépendants du Comité des sanctions a publié des rapports concluant que l'UNITA conservait d'importantes quantités d'armes cachées dans tout le pays. Le panel a identifié au moins seize compagnies diamantaires responsables de violations des sanctions. Le rapport affirmait clairement que les efforts pour réduire le trafic illicite de diamants qui

alimente la guerre – et notamment les sanctions des Nations Unies – n'avaient eu que peu de succès. Les "diamants du sang" de l'Angola représentaient 5 pour cent du commerce mondial de diamants bruts, soit une valeur de 420 millions USD par an. Passés en contrebande par le Burkina Faso, le Congo, Chypre, l'Afrique du Sud, la Tanzanie ou la Zambie, ces diamants aboutissent dans des ateliers de taille en Belgique, en Inde et en Israël.

Des responsables de haut rang des Nations Unies se sont par deux fois rendus en Angola au cours de l'année. Lorsque le Conseiller du Secrétaire Général, Ibrahim Gambari, a visité l'Angola en mai, il a vigoureusement condamné l'UNITA, déclarant que le mouvement était "seul responsable de la guerre en Angola" et a promis une aide des Nations Unies pour la reconstruction du pays. En avril, le coordinateur spécial du Network on Internal Displacement, Dennis MacNamara, s'est rendu en Angola et a noté la nécessité pour les Nations Unies de renforcer leur capacité d'ensemble à traiter de graves manques dans l'assistance et la protection aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le Bureau des Nations Unies en Angola (BUNUA) a continué à mettre en œuvre des projets de renforcement des capacités tels que l'amélioration de l'accès au système judiciaire, une sensibilisation accrue aux droits humains via des conseils juridiques et l'appui aux programmes des médias. La nomination en juillet d'un nouveau directeur à la tête de la division Droits humains de l'UNOA a été suivie par la réorganisation interne du bureau et la préparation d'un plan stratégique d'action.

### **Union Européenne**

L'Union Européenne (U.E.) a continué à se concentrer sur le commerce et les ventes de pétrole plutôt que sur les abus contre les droits humains. Dans son rapport annuel 2001 sur les droits humains, l'U.E. a condamné les abus de l'UNITA et demandé au gouvernement angolais d'assumer une plus grande responsabilité en matière de protection des populations déplacées. L'U.E. recommandait également aux Nations Unies de créer un groupe permanent d'experts indépendants pour suivre la question du trafic de diamants en violation des sanctions de l'ONU.

Les questions de droits humains ne figuraient pas non plus en très bonne place des préoccupations des observateurs de la "troïka" chargés de suivre l'Accord de Paix de Lusaka de 1994 – le Portugal, la Russie et les Etats Unis. Depuis 1998, le Portugal a augmenté ses exportations d'armes légères et de munitions, notamment vers l'Angola, en violation du code de conduite de l'U.E. qui interdit les ventes d'armes aux pays en guerre dans lesquels les droits humains sont très largement bafoués.

### **Etats Unis**

Les bonnes relations entre Luanda et Washington se sont largement concentrées sur l'amélioration des échanges et des investissements. L'Angola a

pris de l'importance aux yeux des Etats Unis à cause de ses importantes ressources pétrolières. Dans dix ans, il est prévu que les Etats Unis dépendent de l'Angola pour 15 pour cent de leur pétrole. En mai, la première mission commerciale en Angola depuis septembre 1997 a examiné les possibilités de partenariats d'entreprises dans les domaines du traitement des données, de l'industrie, de l'approvisionnement en eau, de l'environnement et de sa préservation, du transport, de l'aviation, des services de justice, des transports maritimes et des banques.

Cependant, les Etats Unis n'ont pas toujours ignoré les droits humains en lien avec les échanges commerciaux. Selon le rapport 2001 du Président sur la mise en œuvre de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act, AGOA) préparé par le Représentant américain au Commerce, l'Angola n'a pas été désigné comme un pays devant bénéficier de l'AGOA à cause de préoccupations relatives à "la corruption, le travail et les droits humains." Le rapport faisait mention d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par les forces de sécurité et de politiques de la terre brûlée mises en œuvre par certaines unités de l'armée, notamment les incendies de villages et les meurtres de civils dans les provinces de Cuando Cubango et Luanda Sul, ainsi que la répression par le gouvernement des médias indépendants. L'Angola a été le seul pays parmi les dix qui cherchaient à participer à l'AGOA à avoir été rejeté.

Les Etats Unis ont apporté une aide en matière d'assistance humanitaire et d'activités impliquant la société civile même si cela n'a pas joué un rôle décisif dans les efforts pour faire cesser la guerre. L'aide humanitaire et au développement accordée par les Etats Unis à l'Angola a dépassé 39 millions USD pour l'année 2001.